



Échos de La lutte des classes

N.4 / Janvier 2012 du bulletin de FSM-France (Antenne Française de la Fédération Syndicale Mondiale)

Le document fondamental dont je vais me servir ici est la brochure du camarade Trotski : « Sur le rôle et les tâches des syndicats. » Je l'ai comparée aux thèses que Trotski a présentées au Comité central, je l'ai lue attentivement, et **je m'étonne de voir le nombre d'erreurs théoriques et d'inexactitudes flagrantes qu'elle réunit**. Comment a-t-il pu, au moment où une grande discussion sur ce sujet s'engageait dans le Parti, produire un ouvrage aussi peu réussi, au lieu d'un travail mûrement réfléchi ? Je vais indiquer brièvement les principaux points qui me paraissent receler de radicales contrevérités théoriques.

Les syndicats ne sont pas seulement l'organisation historiquement nécessaire du prolétariat industriel, ils en sont encore l'organisation historiquement inévitable, et sous la dictature du prolétariat, ils l'englobent dans sa quasi-totalité. C'est là la considération la plus fondamentale, que le camarade Trotski oublie constamment, ne prend pas pour point de départ, et dont il ne tient pas compte. Pourtant, le sujet qu'il propose : « Rôle et tâches des syndicats », est extraordinairement vaste.

Il découle de ce que je viens de dire que, **dans l'exercice de la dictature du prolétariat, le rôle des syndicats est absolument capital.** Mais en quoi consiste ce rôle ? L'examen de cette question, une des questions théoriques majeures, m'amène à conclure que ce rôle est extrêmement original. D'une part, **les syndicats groupent, englobent dans leurs rangs la totalité des ouvriers de l'industrie : ils sont de ce fait une organisation de la classe dirigeante, dominante, de la classe au pouvoir qui exerce la dictature, exerce la contrainte étatique.** Mais ce n'est pas une organisation d'État, coercitive ; son but est d'éduquer, d'entraîner, d'instruire, c'est une école, une école de direction, une école de gestion, une école du communisme. C'est une école d'un type absolument inhabituel, car nous n'avons pas affaire à des professeurs et à des élèves, mais à une certaine combinaison extrêmement originale de ce qui a subsisté du capitalisme, et ne pouvait manquer de subsister, avec ce que les détachements révolutionnaires avancés, pour ainsi dire l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, ont promu. C'est pourquoi parler du rôle des syndicats sans tenir compte de ces vérités, c'est aboutir fatalement à de nombreuses inexactitudes.

« Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky » V. I. LÉNINE

Discours à la séance commune des délégués au VIII^e congrès des soviets, des membres du Conseil Central des syndicats de Russie et du conseil des syndicats de la ville de Moscou, appartenant au P.C.(b)R. le 30.12.1920.

Pour un syndicalisme de lutte de classes et de masse

Malgré les allégations de certains dirigeants de la CGT, la FSM n'est pas morte.

La CGT a quitté la FSM pour se transformer en syndicat réformiste, en s'alliant dans la CES, puis la CSI à la CFDT, la CFTC et FO.

Cela explique la mort programmée de nos acquis sociaux.

Plus le réformisme et la collaboration de classe prospèrent, moins nous garderons et développerons nos conquêtes sociales.

Le bureau de FSM-FRANCE

L'activité internationale de la FSM

Athènes, le 10 Décembre 2011, discours du Secrétaire Général de la FSM à la réunion internationale des partis communistes et ouvriers

Salutation du Secrétaire Général de la FSM, le camarade George Mavrikos

« Chers Camarades

Pour la FSM c'est une excellente occasion de saluer

les dirigeants des Partis Communistes à un moment où notre organisation syndicale au cours des 6 dernières années suit un parcours ascendant, suit une voie de renforcement de ses caractéristiques internationalistes et de

classe.

Au cours des six dernières années, nous avons réussi à affilier à la Fédération Syndicale Mondiale des organisations syndicales importantes qui ont apporté 16 millions de nouveaux membres et ainsi notre force organisée compte maintenant 82 millions de membres dans 120 pays. Pendant ces six années, nous avons édifié quatre nouvelles organisations sectorielles internationales dans des secteurs d'importance stratégique et nous avons renforcé la voix de la FSM dans les quatre organisations internationales auxquelles elle participe avec des représentants permanents à l'ONU à New York, l'Organisation Internationale du Travail à Genève, la FAO à Rome et l'UNESCO à Paris. Le résultat de ce parcours positif de six ans a été la réalisation du XVI^e Congrès Syndical Mondial qui s'est tenu en avril 2011 à Athènes avec la participation de 828 représentants de 101 pays. Ce fut un Congrès militant, ouvert et démocratique, un Congrès où ont été prises des décisions importantes sur les positions du mouvement syndical international de classe par rapport aux revendications actuelles de la classe ouvrière et de toutes les couches populaires. L'aide du Parti Communiste de Grèce, du PAME et des Partis Communistes du monde entier a été décisive pour le cours positif de ces six dernières années. Pour cela, nous tenons à remercier la grande majorité des Partis Communistes qui ont appuyé, qui ont aidé et qui ont assisté à ce nouveau parcours de la FSM.

Permettez-moi de lancer un appel aux partis qui n'ont pas encore prêté attention à leur soutien de la FSM et nous leur demandons de discuter, d'évaluer de manière positive, et que nous comptons sur leur aide efficace et pratique pour accélérer la croissance et la voie de la reconstruction avec l'affiliation de nouveaux membres de leurs pays et le développement des actions et des initiatives spécifiques dans leurs pays.

Chers camarades Nous croyons qu'aujourd'hui l'attitude de tous ceux des nôtres envers la FSM est un CRITÈRE FONDAMENTAL pour nous tous, à tous les niveaux. Il n'est pas correct ni de rester neutre, ni indépendant, ni indifférent. Tout le monde sait que dans la scène syndicale internationale existent actuellement deux syndicats.

D'une part, la FSM qui a pour principes fondamentaux la lutte de classe, l'internationalisme prolétarien, l'unité de la Classe Ouvrière Internationale sur la base de la classe, de la lutte pour l'abolition du système d'exploitation.

Et d'autre part, la CSI qui aujourd'hui encore a appuyé l'intervention impérialiste contre la Libye, est un partenaire du FMI et Banque Mondiale, calomnie Cuba, le Venezuela et appuie la politique des gouvernements d'Israël. C'est cela la réalité. Alors, comment peut-il être

admis que quelques uns, très peu, restent neutres ou indépendants ou indifférents ?

Camarades, nous sommes des camarades et la FSM a besoin de nous tous avec nos positions, avec notre critique, avec nos caractéristiques spéciales, mais avec la bannière commune de la lutte des classes contre le capital et l'impérialisme. C'est pourquoi nous croyons qu'aujourd'hui notre attitude envers la FSM est un critère important. Nous parlons d'une attitude avec des actes concrets, des actions et des initiatives. Ainsi donc, nous suivons tous le bon exemple de la grande majorité des Partis du monde.

Chers Camarades Le second et dernier point que je tiens à souligner est que dans les circonstances actuelles, dans les conditions de crise et d'attaque généralisée à l'encontre de nos conquêtes, les conditions sont créées pour que la classe ouvrière puisse mieux comprendre et se rendre compte de son rôle d'AVANGARDISTE en tant que classe.

Qu'elle comprenne à travers ses luttes quotidiennes qu'elle est la classe qui est en train de conquérir et de construire sa propre unité, qui peut amener les paysans pauvres, les travailleurs indépendants, les intellectuels progressistes à se battre pour sa libération. Surtout maintenant que la Classe Ouvrière actuelle a plus d'expérience, plus d'éducation, des besoins accrus et qu'elle est donc plus capable.

Il y a vingt jours, à la mi-novembre, nous étions au Pérou, à un très important congrès de la CGTP et nous avons organisé à Lima avec succès une Conférence Internationale sur la crise du système capitaliste et nous remercions les deux Partis Communistes du Pérou pour la grande aide qu'ils nous ont apportée.

De même, il y a cinq jours en Afrique du Sud avec l'aide du Parti Communiste d'Afrique du Sud, trois grandes fédérations sectorielles, NUMSA de la métallurgie, NEHAWU de la Fonction Publique et CEPPWAWU de l'industrie chimique, toutes trois affiliées à la FSM, ont organisé deux réunions syndicales internationales.

Au Pérou comme en Afrique du Sud nous avons rencontré certaines ONG, organisations non gouvernementales qui invitent les syndicats, invitent la classe ouvrière à les suivre. Auparavant, il y a quelques années le même phénomène s'était présenté avec divers « forums ». Nous croyons que la théorie marxiste a donné une réponse rapide à ces phénomènes, qui d'ailleurs n'ont rien de nouveau. Notre théorie soutient que seule la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme peut répondre et se battre pour la solution des problèmes environnementaux et écologiques, etc.

C'est une grave erreur que des syndicats de classe marchent derrière les ONG. Pour obtenir de meilleurs résultats dans l'organisation de la lutte, nous avons be-

soin d'une direction idéologique, politique et organisationnelle qui aide la classe ouvrière dans la vie quotidienne, qui l'aide concrètement dans les luttes que mène cette classe.

Nous croyons que dans cet objectif nous pouvons aider la FSM, les syndicats affiliés et amis, si nous restons fermes dans la mise en capacité des travailleurs pour relier leurs luttes pour les salaires, les libertés syndicales, la santé et l'éducation publique et gratuite, pour les mesures de sécurité et santé dans les lieux de travail, avec la lutte pour le renversement de l'exploitation capitaliste.

Pour que cette lutte ait lieu en même temps, d'une façon parallèle et superposée. L'expérience du mouvement ouvrier enseigne que la tâche principale des syndicats de classe est de politiser les luttes, de donner à chaque fois des caractéristiques politiques radicales aux revendications pour élever la conscience de la Classe Ouvrière,

pour que soit comprise la nécessité de l'organisation et de la lutte organisée.

Ainsi, avec l'organisation et la radicalisation de la lutte, la lutte sera plus massive et plus efficace.

Avec ces réflexions, chers camarades, Permettez-moi une fois de plus de demander au nom de la FSM, le soutien continu et pratique de vous tous, nous avons besoin de vos suggestions, de vos commentaires et, bien entendu, de votre critique. De cette façon, nous avancerons. Nous-mêmes, pour notre part, en tant que dirigeants de la FSM, nous continuerons comme combattants sur les lieux de travail, dans tous les secteurs, dans tous les coins de la planète à nous consacrer à notre lutte commune contre la barbarie capitaliste pour la libération sociale de la Classe Ouvrière."

Merci

Athènes le 10 décembre 2011

« La corruption de syndicalistes - phénomène social » - Discours du Secrétaire Général de la FSM George Mavrikos à Santiago du Chili, au Chili, le 19 septembre 2011

La Coordination FSM Chili a organisé le 19/11/2011 un séminaire à Santiago du Chili, avec la participation de 120 syndicalistes militants.

L'orateur principal était le Secrétaire Général de la FSM George Mavrikos.

Voici un extrait de son discours :

« La forte influence du réformisme et de l'opportunisme dans le mouvement syndical au cours des années rend indispensable la capacité du mouvement de classe à étudier et à comprendre exactement les causes sociales de ce phénomène dans le but d'affronter de manière efficace les forces qui les cultivent. » Déjà au XIX^e siècle, Karl Marx a souligné, dans la critique des syndicats anglais, la possibilité qu'offrait le monopole industriel anglais à la bourgeoisie d'Angleterre dans le marché international pour acheter et incorporer de nombreuses couches de la classe ouvrière, surtout parmi les travailleurs qualifiés.

Dans les premières années du XX^e siècle, avec le plein développement du capitalisme monopoliste, Lénine

a noté l'expansion de ce phénomène dans d'autres grands états impérialistes. Les capitalistes comptaient sur leur capacité à acheter les couches supérieures de la classe ouvrière, grâce aux profits énormes qu'ils s'assuraient avec l'exportation de capitaux et en général à l'action des grands groupes monopolistes. Il a décrit cette aristocratie ouvrière comme «des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier », véritables agents des capitalistes, conducteurs du réformisme et du chauvinisme. Il a montré l'importance de la position de la classe comme de la conscience de classe de cette couche et il a souligné que, si les racines économiques du phénomène et son importance politique ne sont pas comprises, le mouvement ouvrier ne peut pas avancer dans la solution de ses tâches pratiques.

Un exemple typique est le gouvernement de l'Espagne, qui des impôts qu'ils percevait des travailleurs, « retourne » à la CC.OO. et à l'UGT tous les ans de grandes sommes d'argent. La somme qu'ont reçue ces or-

ganisations en 2010 de la part du budget général de l'État en Espagne dépasse les 10 millions d'euros. Une partie a été attribuée à des « investissements syndicaux » en Amérique Centrale et en Amérique Latine.

Ainsi, la réalité même montre l'expansion et l'approfondissement des relations capitalistes de production à l'époque où l'impérialisme généralise le phénomène de l'aristocratie ouvrière et la division de la classe ouvrière au sein d'un pays, ainsi que la pénétration des perceptions et attitudes petites bourgeoises dans son mouvement syndical et politique.

L'apparition précoce de ce phénomène a mis en évidence la nécessité d'une confrontation majeure avec les intérêts de ces couches, la façon dont ces intérêts s'expriment dans le mouvement syndical ouvrier et la lutte pour l'unité de la classe ouvrière dans la ligne de classe. Il est important de souligner que la tentative de corruption et d'incorporation des couches de la classe ouvrière ne se limite pas à la partie essentielle de l'achat direct de consciences (salaires très

élevés, compensations économiques « non déclarées », etc.). La bourgeoisie s'est chargée et se charge de créer pour les fonctionnaires « obéissants » et les travailleurs réformistes quelques bons postes dans des syndicats « bourgeois soumis », dans des comités de ministères, d'organismes, tels que l'OIT et même dans les parlements. C'est cette bureaucratie syndicale et politique, de source et d'origine ouvrières, qui constitue le bélier pour le renforcement et le maintien du corporatisme et du réformisme au sein du mouvement syndical ouvrier.

L'histoire et le rôle des syndicats jaunes dans les 100 dernières années démontre son excellent utilité pour le capital, précisément parce qu'ils peuvent apparaître comme des représentants des travailleurs, comme une partie de la classe ouvrière.

L'existence de l'aristocratie ouvrière ne doit pas être comprise d'une manière statique comme un phénomène social qui affecte uniquement certaines économies capitalistes avancées ou certains secteurs de l'économie ou des entreprises individuelles.

Quand s'est étendu et approfondi le développement du capitalisme dans le monde entier, l'aristocratie ouvrière a émergé et s'est établie dans des pays où auparavant elle n'existait pas.

Par exemple, en Grèce, son expansion s'est associée au sale rôle de l'Institut de corruption « Fridrich Ebert » et les mécanismes pour la gestion des programmes et le financement de l'U. E, également au niveau des syndicats réformistes. Les postes payés dans divers comités de « coopération sociale » sont des formes essentielles de formation de l'aristocratie ouvrière contemporaine.

En Autriche, dans la période 1998-2000, la centrale syndicale OGB a été condamnée dans les tribunaux pour corruption parce que la Banque BA-WAG a donné la preuve de la dé-

pense de 1,5 milliard d'euros en « Investissements syndicaux » dans les Caraïbes. . .

Aujourd'hui, le rôle des Autrichiens a été repris par les Espagnols, les Belges, les Français, les Hollandais etc.

Il devient évident que les mécanismes de l'état bourgeois sont complémentaires des mécanismes du capital afin de stabiliser et d'amplifier ces couches vendues de la classe ouvrière.

Il faut prêter une attention particulière à ne pas inclure dans l'aristocratie ouvrière de manière simpliste tous les travailleurs ayant des salaires élevés dans les industries à forte productivité du travail, ou à tout travailleur qui exerce les principales fonctions de supervision dans le processus moderne de production capitaliste. Ces simplifications obscurcissent la question, elles divisent au lieu d'unir la classe ouvrière. Par exemple, un spécialiste ayant le salaire élevé des ouvriers qui travaillent dans des conditions insalubres dans les mines de charbon ou dans la construction navale, avec un rôle opérationnel et en termes d'intensification de grande quantité de travail, ne peut pas être classé comme faisant partie de l'aristocratie ouvrière.

La possibilité qu'a donnée aux forces du capital le développement rapide du capitalisme dans de nombreux pays plus que par le passé, d'acheter des segments de la classe ouvrière, ne doit pas conduire le mouvement syndical de classe à la perception que ce phénomène social peut se prolonger indéfiniment. Et cela avant tout parce que le monde capitaliste, particulièrement l'ancien et hautement développé, fonctionne de manière contradictoire. D'une part, tous les pays capitalistes ont tendance à briser les barrières qui empêchent les mouvements de capitaux dans le marché mondial au profit de leur propre monopole, en utilisant une partie du bénéfice excessif

pour l'achat de segments de la classe ouvrière. D'autre part, cependant, l'intensité de la concurrence dans le marché mondial pousse chaque bourgeoisie à réduire le prix de la main-d'œuvre du pays pour améliorer sa position concurrentielle. C'est ainsi que la politique de gestion du système capitaliste exige aujourd'hui, de plus en plus souvent, une restructuration stratégique (flexibilisation des relations de travail, privatisation des entreprises et des services de l'état, réductions de salaire et licenciements de fonctionnaires, etc.) qui objectivement affectent certains secteurs de l'aristocratie ouvrière.

Les événements de ces dernières années, avec la crise capitaliste qui frappe la vie et les droits de centaines de millions de travailleurs dans le monde entier, montrent clairement le rôle éternel des dirigeants des syndicats réformistes jaunes dans la promotion des intérêts du capital. Pendant des années, avant le déclenchement du nouveau cycle de la crise économique capitaliste, les syndicats ont joué un rôle insidieux pour la subversion et l'affaiblissement du caractère de masse du mouvement syndical, en cultivant les concepts de « partenariat social » de la classe ouvrière avec le capital, le refus de participer à des initiatives importantes de lutte (grèves, manifestations, etc.), au moyen de la transformation des syndicats en des structures bureaucratiques et des « institutions » de médiation entre les travailleurs et l'état bourgeois, donnant son accord aux patrons pour qu'ils frappent toutes les voix de lutte au niveau initial, dans les usines, les entreprises et les lieux de travail. Ils ont signé de nombreuses conventions collectives, non seulement en dessous des besoins réels de la classe ouvrière d'aujourd'hui, mais en dessous du niveau de l'inflation, contribuant ainsi à l'intensification de l'exploitation des travailleurs qu'ils sont supposés représenter. Ils ont cultivé avec

toutes ces méthodes un climat de fatalisme, d'acceptation du « moindre mal », c'est-à-dire la réduction des salaires ou des heures de travail afin de ne pas perdre les emplois.

Il était donc naturel qu'avec le déclenchement de la crise économique capitaliste, une partie importante des travailleurs qui suivaient par habitude, par peur ou par prudence les directives syndicales vendues, se sont retrouvés impuissants, incapables de réagir devant l'attaque dévastatrice du capitale à l'encontre de leurs droits. De leur côté, les syndicats jaunes ont suivi, comme il fallait s'y attendre, leur trajectoire consistant à faire des concessions de manière continue pendant les années

de la crise. Ils ont adopté les interprétations des différents apologistes du capitale sur les causes de la crise, disculpant le système capitaliste, soulignant la nécessité de « sacrifices » de tous pourvu que « ce soit réparti de manière juste », signant des contrats collectifs dégradants au nom du « risque de faillite de l'économie nationale ».

Il s'est démontré une fois de plus, et au vu de l'attitude des différentes forces face à la crise économique capitaliste, que la classe ouvrière dans chaque pays ne peut pas évoluer, ne peut développer son propre chemin indépendant pour satisfaire à ses besoins, sans un affrontement et une rupture décisive

avec les forces du compromis, du « partenariat social » et du défaitisme dans le mouvement syndical. Il n'y a pas de place aujourd'hui pour l'illusion que les dirigeants des syndicats jaunes peuvent changer de cap, qu'ils peuvent sous la pression des masses laborieuses prendre une orientation correcte, qu'ils puissent être mis à la tête de la lutte des classes.

Tous les travailleurs honnêtes qui les suivent encore doivent être convaincus de laisser de côté ces directions, de les éjecter des syndicats, pour se rassembler du côté et au sein des syndicats de classe en un front unique de la classe ouvrière. ! “

Tract de FSM-France pour la manifestation (ou plutôt le rassemblement) du 13 décembre 2011

La crise du système capitaliste a pris une ampleur historique sans précédent . À force de repousser les limites et les contradictions du système en exploitant toujours plus les peuples, en les intégrant au mode de production capitaliste, en anéantissant le système socialiste, qui à son apogée concernait le tiers de l'Humanité, la crise ne peut plus qu'éclater qu'avec une force incroyable au point que même des économistes intégrés au système envisagent un effondrement brutal, une révolution inévitable (voir ou chercher les travaux et déclarations du LEAP, Nouriel Roubini, Jean-Pierre Mustier, l'ex-patron de Jérôme Kerviel, « le trader flambeur », dans le journal patronal « challenges » etc...).

Pour retarder le pic de cette crise et **l'effondrement du système**, l'impérialisme américain se livre à une **série d'agressions** contre les pays liés à son rival et principal créancier crédible (capable de réclamer ses dettes), la **Chine**. La guerre de **Libye** a permis de récupérer 150 milliards de dollars d'avoirs, probablement en grande partie disparus lors des crises boursières de 2008 et 2011. Les marionnettes des USA se prétendant révolutionnaires ne les réclameront même pas. Le même scénario et envisagé contre la Syrie, puis l'Iran, ces deux pays possédant des **réserves de pétrole** et de gaz, ainsi qu'une **position géopolitique stratégique**

en bordure méridionale de l'Asie Centrale dont les réserves naturelles seront déterminantes pour l'avenir de l'impérialisme et les **plans d'affaiblissement des rivaux russes et chinois**. La **Russie** est dans la ligne de mire, la CIA préférant utiliser ses relais locaux dans un combat politique pour écarter Poutine qui a empêché les compagnies pétrolières américaines de voler les ressources d'hydrocarbures, entre autres griefs. Si les **USA** arrivent à soumettre tous ces pays en usant de leur force politico-militaire (la CIA et le pentagone), ils peuvent **éviter la perte de leur suprématie mondiale**. **C'est le sens des bouleversements politiques actuels**.

Pendant ce temps, **Sarkozy**, après avoir et pour encore et toujours sauver les banques, le système capitaliste et les riches, prépare des **plans de rigueur à répétition** ressemblant à un calendrier maya 2012 destiné à la classe ouvrière. **Les directions syndicales feignent de s'y opposer** mais elles préparent plus son départ et son remplacement par Hollande (qui, comme les socialistes grecs, appliquera les mêmes recettes), tout en se parant de la liberté et de l'indépendance syndicale qui a toujours été le cache sexe de la soumission aux intérêts de la bourgeoisie et du capital, la marque du défaitisme et du renoncement à changer le sort de la classe ouvrière et à œuvrer dans le sens de sa libération de l'exploitation capitaliste. À la création de notre organisation, nous disions

« Nous avons deux combats à mener : impulser les luttes contre le capitalisme et lutter contre le réformisme, contrer la liquidation de nos acquis sociaux et idéologiques. »

Ce combat est celui de la FSM et nous faisons notre la déclaration de Georges Mavrikos, secrétaire général de la Fédération Syndicale Mondiale sur la corruption syndicale et ses origines : (puis le tract reprend l'intervention de Georges Mavrikos publiée dans son intégralité dans ce numéro)

Étude syndicale

Dans le cadre de l'éducation politique et syndicale de nos lecteurs et de nous-mêmes, FSM-France a décidé de publier des extraits du livre de Filip Kota « Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial ». En voici la seconde partie (la première est dans le numéro 3 de décembre 2011).

Des deux lignes antagonistes dans le mouvement syndical mondial

Vers le dernier quart du XIX^e siècle, lorsque le mouvement ouvrier et syndical devenait une force organisée et qu'il acquérait plus de poids sur le plan politique et social, deux lignes différentes, qui s'écartaient progressivement l'une de l'autre, commencèrent à apparaître au sein de la classe ouvrière : la ligne opportuniste et la ligne prolétarienne de la lutte de classes. Ces deux lignes opposées représentent, aujourd'hui comme par le passé, deux plates-formes politiques et idéologiques différentes.

La ligne réformiste et opportuniste.

La naissance et le développement de l'opportunisme et du réformisme dans les rangs du mouvement ouvrier et syndical furent déterminés par une série de conditions objectives, économiques et sociales, parmi lesquelles nous pouvons notamment mentionner :

1. Les conditions de développement relativement « *pacifique* » du capitalisme alors que toutes les contradictions inhérentes à la société capitaliste ne s'étaient pas encore manifestées avec autant de force qu'elles devaient le faire dans la période ultérieure de la crise générale du capitalisme. L'exploitation féroce et le pillage impitoyable des pays coloniaux ont rapporté à la bourgeoisie des profits énormes. Le développement rapide du capitalisme, quoique accompagné de crises, conduisit à l'amélioration relative et temporaire du niveau de vie de la classe ouvrière, à la réduction des heures de travail, à l'augmentation des salaires, à l'adoption des lois sur la protection du travail, aux assurances sociales, etc. Ainsi, par exemple, en Allemagne, le salaire de la grande masse des travailleurs s'accrut de 15 % dans la dernière décennie du XIX^e siècle, et celui des travailleurs qualifiés de 50 %.
2. À la suite du développement de la grande propriété capitaliste, les petits producteurs (les larges couches des paysans, des artisans et la petite bourgeoisie déclassée) vinrent grossir les rangs du prolétariat et, sous la forte pression de la bourgeoisie et de son idéologie, ils infectèrent la classe ouvrière et le mouvement syndical de leurs idées petites-bourgeoises et y répandirent la désorganisation, l'anarchie et l'indécision. Ces nouvelles couches qui s'infiltrèrent dans les rangs de la classe ouvrière y amenèrent des conceptions et des illusions réformistes.
3. La corruption par la bourgeoisie d'une partie des ouvriers, de l'aristocratie de la classe ouvrière. Cette « *élite* » se coupa de la masse de la classe ouvrière et, par sa situation économique, comme par sa manière de penser, elle différait peu de la bourgeoisie, car elle représentait en fait ses intérêts et sa conception du monde. Elle devint la base sociale de la bourgeoisie et son principal appui dans le mouvement ouvrier et syndical.

Les conditions de légalité du mouvement ouvrier et syndical, l'extension de ses rangs par l'adhésion de nombreux éléments provenant de la petite bourgeoisie, l'atmosphère des succès obtenus par certains partis ouvriers aux élections (aux parlements de dix pays industriellement développés ces partis comptaient plus de 200 députés) ainsi que quelques conquêtes partielles dans le domaine social amenèrent la naissance et le développement du courant opportuniste et réformiste, comme une plate-forme politique de la classe ouvrière et du mouvement syndical. Dans cette période on vit apparaître certaines théories et thèses, que les opportunistes et les réformistes appliquèrent également dans le mouvement syndical.

Les tendances étroitement corporatives trade-unionistes prirent corps dans les syndicats. L'activité de ces derniers se limita à quelques revendications économiques, à la collecte des cotisations et à leur transformation, dans certains

cas, en organisations culturelles et d'assistance ; le principe de base du mouvement syndical devint la collaboration de classe. Les « *leaders* » syndicaux considéraient la tribune parlementaire comme leur principal instrument de lutte.

De certains principes fondamentaux dans le mouvement syndical de classe

Les fondateurs du communisme scientifique et de la philosophie révolutionnaire du matérialisme dialectique et historique, K. Marx et F. Engels, furent les premiers à jeter les bases théoriques, pratiques et organisationnelles du mouvement syndical de classe, considérant les syndicats comme une école de la lutte de classes du prolétariat dans les conditions du régime capitaliste.

Karl Marx formula clairement le rôle et les tâches du mouvement syndical.

« Les trade-unions, écrivait-il, agissent utilement en tant que centres de résistances aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat¹. »

Dans la résolution « *À propos du rôle, de l'importance et des tâches des syndicats* » que Marx présenta au premier Congrès de l'Internationale qui se réunit en 1866 à Genève, furent posés pour la première fois les fondements de la conception marxiste des syndicats, en tant qu'organisations de classe. Selon cette résolution, les syndicats devaient être des centres d'organisation de la classe ouvrière, avoir pour tâche de lutter pour sa libération totale, et soutenir par ailleurs tout mouvement révolutionnaire. D'après la résolution, les ouvriers ne devaient ni exagérer l'importance de la lutte économique (ce qu'on constatait chez les ouvriers anglais) ni la sous-estimer (ce qui était le cas pour les Français, les Allemands, et surtout les Lassalliens). Les syndicats étaient considérés comme un phénomène non seulement légitime, mais aussi indispensable pour organiser la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste.

Plus tard, V. Lénine, analysant la lutte de classes, élaborait scientifiquement un large programme politique, idéologique et organisationnel sur les syndicats. Il développa encore davantage et étaya d'arguments théoriques la nouvelle doctrine du mouvement syndical révolutionnaire, fixant le rôle, les fonctions et les tâches qui lui incombaient aux trois époques : l'époque de l'impérialisme, celle du passage du capitalisme au socialisme, et celle de l'édification de la société socialiste.

Pour la période du capitalisme, Lénine considérait les syndicats comme des organisations nécessaires et même indispensables à la classe ouvrière, comme des centres de résistance, d'organisation et d'union contre la bourgeoisie, comme une initiation à l'éducation de classe des ouvriers, où ils forment et développent leur conscience de classe et luttent activement contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Rejetant la thèse réformiste et opportuniste de la « *neutralité* » des syndicats à l'égard des partis politiques de la classe ouvrière, Lénine soulignait la nécessité pour les syndicats de ne pas demeurer en dehors de l'idéologie et de la politique, et pour toute organisation ou tout mouvement social d'avoir ses propres conceptions politiques et idéologiques correspondant à la classe qu'il représente. Ainsi donc, les syndicats en tant qu'organisations de la classe ouvrière doivent être guidés par l'idéologie prolétarienne.

« ...Le travail dans les syndicats, ajoutait-il, ne devait pas être mené dans l'esprit de la neutralité, mais dans celui de l'établissement des liens toujours plus étroits entre les syndicats et le parti social-démocrate² ».

Lénine considérait les syndicats comme d'importants maillons et leviers qui rattachent le parti aux larges masses travailleuses.

À la différence des autres pays capitalistes, en Russie ce fut le parti bolchevik qui créa, organisa et dirigea le mouvement syndical révolutionnaire. Lénine mena par ailleurs une lutte implacable contre la déviation syndicaliste et anarchiste dans les rangs du Parti Communiste (bolchevik) de Russie, représentée par le groupe dit de l'« *Opposition Ouvrière* », qui considérait les syndicats, et non pas le parti de la classe ouvrière, comme la forme supérieure de l'organisation de la classe ouvrière. Selon l'« *Opposition Ouvrière* », la gestion de toute l'économie nationale devait être confiée au « *Congrès russe des producteurs* », groupés dans les syndicats.

1. Marx-Engels, Œuvres choisies, T. 1, p. 472, Ed. du Progrès, Moscou.

2. V. Lénine, « La neutralité des syndicats », Œuvres, T. 13, p. 482, Éditions du Progrès, Moscou, 1967.

Après la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, Lénine a pour la première fois élaboré et démontré théoriquement la nécessité historique des syndicats dans les conditions de la dictature du prolétariat ; il en a défini le rôle, les fonctions et les tâches, en tant que larges organisations de la classe ouvrière, dans l'édification de la société socialiste.

Lénine considérait les syndicats comme

« ... une organisation de la classe dirigeante, dominante, de la classe au pouvoir, qui exerce la dictature, exerce la contrainte étatique. Mais ce n'est pas une organisation d'État, coercitive ; son but est d'éduquer, d'entraîner, d'instruire, c'est une école du communisme³ ».

Lénine soulignait que le rôle et les fonctions des syndicats changent selon les périodes de transition de la société. Ainsi, par exemple, leurs fonctions en Russie ont foncièrement changé après la prise du pouvoir par le prolétariat, ils en ont assumé d'autres ; ils se sont transformés d'organes de résistance aux capitalistes et à l'État bourgeois, en organes d'éducation et proches collaborateurs indispensables, devenant un « réservoir » du pouvoir de l'État qui était aux mains de la classe ouvrière.

Les préceptes de Lénine ont, par leur justesse et leur vitalité, une grande importance théorique et pratique pour le mouvement syndical, tant dans les pays capitalistes que dans les pays socialistes ; ils ont une valeur universelle même de nos jours et sont confirmés par l'expérience, par la lutte et l'histoire du mouvement ouvrier et syndical international, par la pratique de l'édification du socialisme en Union Soviétique, sous la conduite de Lénine, et plus tard de Staline.

Bulletin d'adhésion à l'antenne française de la FSM

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : e-mail :

Le site web de l'antenne française de la FSM

[http :antennefranc.fsmwftu.free.fr](http://antennefranc.fsmwftu.free.fr)

ou plus simplement rechercher avec google "fsm france"

Bulletin d'adhésion à renvoyer chez Joseph Lop 14 traverse des oliviers 13009 Marseille

3. V. Lénine, « Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky », Œuvres, T. 32, p. 12, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1962.